



Ethique politique et société civile : quelle dynamique interactionnelle pour le développement de la RDC ?

 Emmanuel KALAMBA MIKEMU*

*Chercheur indépendant

Résumé

La corruption, le népotisme, le clientélisme, le tribalisme et l'amateurisme sont autant des maux qui rongent les structures de la société civile congolaise dans leur dynamique interactionnelle avec les dirigeants politiques dépourvus d'une éthique pouvant déclencher le développement. L'inféodation de la société civile a des conséquences néfastes sur la démocratie en RDC. En réduisant la capacité des organisations à agir de manière indépendante, elle affaiblit les mécanismes de contrôle et d'équilibre qui sont essentiels à une gouvernance démocratique. Les citoyens se retrouvent ainsi privés de la représentation qu'ils méritent, et les voix des plus marginalisés sont souvent étouffées. Par conséquent, la confiance dans les institutions démocratiques diminue, alimentant un cycle de désillusion et de cynisme à l'égard de la politique. Ainsi, pour pallier à cette situation, il va falloir envisager l'auto-financement des structures de la société civile en vue de garder son apolitisme en tout point de vue pour servir de garde-fou des actions des dirigeants politiques, la création des coopératives de production, la formation et ateliers payants, la vente de produits artisanaux, les services de consultation, les événements de collecte de fonds, les partenariats avec le secteur privé, l'octroi de microcrédits et microfinancement et les programmes de mécénat et de sponsoring. Ce n'est qu'à ce titre que la société civile congolaise pourra retrouver son indépendance financière vis-à-vis du pouvoir politique et son efficacité pour accompagner la République démocratique du Congo dans sa marche vers le développement.

Mots clés : Ethique politique, société civile, développement

Abstract

Corruption, nepotism, clientelism, Tribalism and amateurism are the evils that corrode the structures of Congolese civil society in their interaction with political leaders without an ethic that can trigger development. The subjugation of civil society has a negative impact on democracy in DRC. By reducing the ability of organizations to act independently, it weakens the mechanisms for control and balance that are essential to democratic governance. Citizens are thus deprived of the representation they deserve, and the voices of the most marginalized are often stifled. As a result, confidence in democratic institutions is declining, fueling a cycle of disillusionment and cynicism about politics. Thus, to remedy this situation, it will be necessary to consider the self-financing of civil society structures in order to keep it apolitical in every respect to serve as a safeguard for the actions of political leaders, the creation of production cooperatives, Training and paid workshops, craft sales, consulting services, fundraising events, partnerships with the private sector, micro-credit

and microfinance, and sponsorship and sponsorship programmes. Only in this way will the Congolese civil society be able to regain its financial independence from political power and regain its effectiveness in effectively accompanying the Democratic Republic of the Congo on its path towards development..

Keywords : Politicaethics, civil society, development.

Introduction

L'interaction entre l'éthique politique et la société civile est un sujet d'une importance cruciale, tant au niveau mondial qu'en Afrique, et plus particulièrement en République démocratique du Congo (RDC). Dans un monde, de plus en plus, interconnecté, les défis auxquels font face les sociétés civiles dans leurs luttes pour la démocratie, les droits de l'homme et le développement durable sont minés par des conjonctures politiques souvent instables et des structures étatiques fragiles. La RDC, en tant que pays riche en ressources naturelles, mais marquée par des décennies de conflits et de mauvaise gouvernance, illustre parfaitement ces dynamiques complexes.

A l'échelle mondiale, la société civile est souvent perçue comme un acteur clé dans la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les organisations non gouvernementales (ONG), les mouvements sociaux et les groupes communautaires jouent un rôle essentiel dans la défense des droits humains et la promotion de l'égalité. Cependant, ces acteurs sont souvent confrontés à des défis considérables, notamment la répression politique, la corruption et l'absence de cadre légal favorable. Les travaux de Ban Ki-Moon (2010) soulignent l'importance d'une société civile dynamique pour la stabilité et le développement, affirmant que "un Congo stable peut permettre de poser les bases d'une Afrique stable". Cette affirmation se révèle plus pertinente dans le contexte de la RDC, où la société civile doit naviguer dans un environnement politique complexe et souvent hostile.

La société civile est souvent perçue comme un acteur clé dans la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du développement durable. Les organisations non gouvernementales (ONG), les mouvements sociaux et les groupes communautaires jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans la défense des intérêts des citoyens, en particulier dans les pays en développement où les institutions étatiques peuvent être faibles ou corrompues.

Sur le continent africain, la société civile a émergé comme un acteur crucial dans les luttes pour la démocratie et le développement. Les mouvements sociaux, souvent catalysés par des crises politiques ou économiques, ont démontré leur capacité à mobiliser les citoyens et à influencer les politiques publiques. Cependant, la fragmentation sociale et les inégalités persistantes compliquent ces efforts. En RDC, note Bouvier (2022), la société civile est confrontée à des défis uniques, notamment l'atomisation des structures sociales et la désorganisation des communautés, qui entravent la capacité des acteurs civils à s'unir pour un changement significatif. La recherche sur les dynamiques sociologiques en RDC révèle que la société est profondément marquée par des divisions ethniques et régionales, ce qui complique encore davantage les efforts de mobilisation collective.

En Afrique, la société civile a émergé comme un vecteur essentiel de changement social et politique, surtout après les vagues de démocratisation des années 1990. Les mouvements de la société civile ont souvent été à l'avant-garde des luttes pour la démocratie et la justice sociale, en mobilisant les citoyens autour de causes communes et en plaçant pour des réformes politiques. Cependant, la dynamique de la société civile en Afrique est complexe et varie considérablement d'un pays à l'autre, influencée par des facteurs historiques, culturels et politiques. En RDC, par exemple, la société civile a été confrontée à des défis considérables, notamment, la répression politique, la corruption et les conflits armés, qui ont entravé son développement et son efficacité.

La RDC, avec son histoire tumultueuse et ses ressources abondantes, représente un cas d'étude fascinant pour examiner l'interaction entre l'éthique politique et la société civile. Depuis l'indépendance, le pays a connu des périodes de violence, de corruption et de mauvaise gouvernance, qui ont profondément affecté la confiance des citoyens envers les institutions. Les chercheurs soulignent que l'effritement progressif de l'État a créé des interstices où les Congolais ont "réinventé l'ordre" en instituant de nouveaux mécanismes sociaux (<https://journals.openedition.org/civilisations/285>, 2024). Cette créativité sociale, bien que remarquable, est souvent entravée par des conditions de vie précaires et un manque de ressources.

Dans ce contexte, l'éthique politique devient un élément central pour comprendre comment la société civile peut interagir de manière dynamique avec les institutions étatiques. Les acteurs de la société civile en RDC doivent naviguer entre la nécessité de défendre les droits humains et la réalité d'un environnement politique répressif. La recherche sur les méthodes de recherche en RDC souligne l'importance d'une approche critique et contextuelle pour comprendre ces dynamiques. Les défis méthodologiques rencontrés par les chercheurs dans ce pays reflètent les complexités de la réalité sociopolitique, où la collecte de données fiables est souvent compromise par l'insécurité et la corruption.

La RDC, riche en ressources naturelles, a longtemps souffert de la malédiction des ressources, où les richesses du pays n'ont pas conduit à un développement durable mais plutôt à des conflits et à des inégalités croissantes. Dans ce contexte, l'éthique politique devient cruciale pour comprendre comment les acteurs de la société civile peuvent interagir avec l'État et d'autres parties prenantes pour promouvoir un développement inclusif et équitable. Les valeurs d'intégrité, de transparence et de responsabilité sont essentielles pour établir une confiance entre les citoyens et leurs dirigeants, et pour encourager une participation active des citoyens dans les processus décisionnels.

Les dynamiques interactionnelles entre la société civile et l'État en RDC sont marquées par des tensions, mais aussi par des opportunités de collaboration. Les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle de contrepoids aux abus de pouvoir et aux violations des droits de l'homme, tout en contribuant à la construction d'un État de droit. Cependant, pour que cette interaction soit fructueuse, il est nécessaire que les acteurs de la société civile soient soutenus par des cadres juridiques favorables et par une culture politique qui valorise la participation citoyenne.

De ce qui précède, un certain nombre d'interrogations nous viennent à l'esprit :

- la dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et la société civile favorise-t-elle le développement de la RDC ?
- si tel n'est pas le cas, qu'elles en sont les causes et conséquences ?
- que faut-il entreprendre pour que cette dynamique interactionnelle entre ces deux acteurs soit réellement au service du développement de ce pays au cœur de l'Afrique ?

Au regard des questions posées ci-haut, nos hypothèses se présentent de la manière suivante :

- la dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et la société civile ne favoriserait pas le développement de la RDC à travers une gestion orthodoxe des affaires de l'Etat ;
- les causes fondamentales à la base de cette situation seraient multiples, notamment : La corruption, le népotisme, le clientélisme, le tribalisme, la pauvreté, l'amateurisme, ... ces facteurs entraînent plusieurs conséquences dont la plus déterminante est la consolidation du pouvoir autocratique au sommet de l'Etat et la paupérisation à outrance de la population ;
- pour réussir à positiver la dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et la société civile en favorisant le développement de la RDC à travers une gestion orthodoxe des affaires de l'Etat, il faudra que la société civile garde son apolitisme en tout point de vue pour servir de garde-fou des actions des dirigeants politiques.

Les objectifs assignés à la réflexion sont ci-après définis :

- comprendre et expliquer la dynamique interactionnelle entre la moralité (l'éthique) des dirigeants politiques congolais et la société civile dans le déploiement de ses actions ;
- expliquer les causes et conséquences de la dynamique interactionnelle entre les dirigeants politiques et la société civile en RDC, et enfin ;
- construire un idéal-type pour rendre efficaces les relations entre les dirigeants politiques et la société civile en faveur du développement de la République Démocratique du Congo.

Quelques aspects théoriques sur le système social

Définition du système social

Le système est perçu dans sa globalité par Parsons qui élabore une conception systémique et fonctionnaliste de la société.

Pour qu'une société stable puisse exister, elle doit répondre à plusieurs fonctions ; elle doit tout d'abord s'adapter à l'environnement pour assurer la vie de la société ; elle doit ensuite viser la poursuite des objectifs ; puis elle doit favoriser l'intégration des membres du groupe et enfin respecter et maintenir les modèles et les normes en place.

Parsons(https://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/_talcott_parsons.htm, 2024) se focalise sur le système social, qu'il appréhende de manière systémique. La société serait composée d'éléments en interaction perpétuelle ; ainsi les individus, le milieu et l'environnement seraient toujours en relation. Au sein de ce système, il existe un

contrôle social fondé sur l'information et les symboles. Une partie de la population est placée au sommet de la hiérarchie sociale et contrôle le reste de la population.

Parsons(https://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/_talcott_parsons.htm, 2024) définit donc le système social comme un ensemble comprenant d'éléments en relation dynamique, animés par le biais d'actions visant à atteindre un optimum de satisfaction. Ce système regroupe donc trois notions : la personnalité, la culture et la société. La personnalité est ce qui importe le plus car il guide la conduite des actions individuelles. La notion d'action est au cœur d'une construction intentionnelle, le produit d'un certain nombre de ressources personnelles. Les individus font donc des choix pour arriver à un but fixé, par divers moyens, matériels ou non. Ces choix, même s'ils sont individuels, présupposent l'influence d'un environnement, qui comporte des valeurs, des coutumes, des mœurs.

En comparaison à la biologie, Parsons établit un lien entre le fonctionnement de l'organisme et celui de société. Dans le corps humain, les organes dépendent de l'action des uns et des autres; chaque organe est donc étudié en fonction de l'organisme dans son ensemble. Dans le cas de la société, on peut également superposer le système global et les différents sous-systèmes, qui fonctionnent tous de manière interdépendante.

Types de sous-systèmes

Les principes intégrés aux sous-systèmes leur permettent, à travers une conception supérieure, de caractériser l'ordre social. Ainsi, les sous-systèmes se recoupent en quatre types (https://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/_talcott_parsons.htm, 2024) :

- sous-système économique : nécessaire pour s'adapter ;
- sous-système politique : il définira les objectifs ;
- sous-système culturel : il maintiendra les valeurs et les normes ;
- sous-système social : il conduira à l'intégration sociale.

Ces sous-systèmes occupent une place importante dans le processus de socialisation. En effet au sein d'un groupe, pour être accepté, il ne faut pas perdre de vue les normes et valeurs sociales qui sont intégrées et retranscrites sous la forme d'action. Ainsi, chaque action est un sous-système, et chaque sous-système assure la communication entre les acteurs.

Chacun des sous-systèmes énoncés précédemment intègrent quatre fonctions, connues sous l'appellation AGIL. Celles-ci se révèlent nécessaire à tout accomplissement, à toute action :

- système économique : adaptation aux conditions environnementales, grâce aux ressources qui y sont puisées pour survivre (organisme).
- système politique : réalisation d'objectifs collectifs (Goal attainment), orientation vers la réalisation de buts particuliers (personnalité).
- système sociétal : intégration dans le système de ses parties pour les équilibrer.
- système culturel : latence, maintien des modèles culturels, et reproduction des valeurs des sous-systèmes, pour donner des motivations à l'action (https://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/_talcott_parsons.htm, 2024).

Chaque société pourrait selon lui se comprendre selon ce modèle. Si toutes les sociétés peuvent se comprendre à l'aide de ce modèle, chacune d'elles a subi un processus de différenciation suivant les évolutions culturelles, historiques, ou encore religieuses. La notion de modernité repose donc sur l'évolution de chaque sous-système.

Méthodologie

Collecte des données

La méthodologie constitue pour Ontandipoulos A.P. et al(1990 : 57), un ensemble structuré de techniques et de méthodes qui sert de boussole à l'élaboration des recherches, orientant ainsi la démarche scientifique. Cela implique la transformation des données de manière à les rendre exploitables et susceptibles d'analyse.

Dans le cadre de ce travail, la méthode structuro-fonctionnaliste de Talcott PARSONS nous a été d'une impérieuse nécessité.

Au regard de ce qui précède, il y a lieu de noter que le choix de cette approche méthodologique dans la production de cet article se justifie dans la mesure où les interactions entre les dirigeants politiques et les acteurs de la société civile en République démocratique du Congo sont fonction à la fois de pesanteurs politiques, économiques, juridiques et culturels.

S'agissant des techniques utilisées, il convient de signaler que les techniques d'analyse documentaire, d'observation directe, d'interview et d'échantillonnage nous ont été d'une grande nécessité pour la collecte des données. Par la technique d'analyse documentaire, nous nous sommes employés à collecter les données dans les ouvrages, articles, dictionnaires et encyclopédies en vue d'enrichir notre travail et de mettre en relief son authenticité. S'agissant de la technique d'observation directe, il sied de considérer que notre étude porte sur la République démocratique du Congo avec un ancrage dans la Ville de Kinshasa. A ce titre, en notre qualité d'acteur social dans ce milieu géographique, nous avons vécu pendant des décennies la dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et les acteurs de la société civile, ce qui nous a permis de nous imprégner de beaucoup d'informations à ce sujet.

Pour ce qui est de la technique d'interview, nous avons servi dans le sens que nous avons établi une communication verbale avec les enquêtés sur le terrain en vue de recueillir leurs opinions relatives à notre objet d'étude.

Participants

Nous avons recouru à l'échantillon occasionnel à la hauteur de 120 sujets dans lequel sont représentés les habitants de toutes les communes que compte la Ville de Kinshasa. Ci-après leurs caractéristiques :

Tableau 1. Répartition des participants selon le genre

Genre	ni	%
Masculin	68	57
Féminin	52	43
Total	120	100

Il se dégage de ce tableau que bon nombre des sujets (57%) sont du genre masculin contre 43% d'entre eux qui sont du genre féminin.

Tableau 2. Répartition des participants selon le niveau d'études

Niveau d'études	ni	%
Primaire	40	33
Secondaire	55	46
Universitaire	18	15
Post Universitaire	07	06
Total	120	100

Il ressort de ce tableau que pour un échantillon de 120 participants, 33% ont le niveau primaire, 46% sont du niveau secondaire, 15% ont le niveau universitaire, et enfin, 06% sont du niveau post universitaire.

Tableau 3. Répartition des participants selon la commune d'habitation

Communes	ni	%
Bandalungwa	4	3.3
Barumbu	4	3.3
Bumbu	3	2.5
Gombe	3	2.5
Kalamu	5	4
Kasa-Vubu	5	4
Kimbanseke	11	9.16
Kinshasa	4	3.3
Kintambo	3	2.5
Kinsenso	6	5
Lemba	7	6
Limeté	6	5
Lingwala	3	2.5
Makala	3	2.5
Maluku	7	6
Masina	6	5
Matete	4	3.3
Mont-Ngafula	5	4
N'djili	5	4
Ngaba	3	2.5
Ngaliema	10	8.33
Ngiri-Ngiri	2	2
N'selé	7	6
Selembao	4	3.3
Total	120	≈ 100

A la lumière du tableau peint ci-dessus, il y a lieu de considérer que notre échantillon qui s'élève à 120 sujets couvre toutes les communes de la ville de Kinshasa et leurs répartitions chiffrées ont tenu compte de pesanteur numérique relative au nombre

d'habitants, ce qui justifie le déséquilibre statistique dans notre population d'enquête. Ainsi, de toutes les communes considérées, c'est la Commune de Kimbanseke qui domine la participation à notre échantillon à la hauteur de 11 sujets sur un total de 120 enquêtés, soit 9.16%. Elle est suivie de la commune de Ngaliema avec 8.33% ; et que la plus petite participation dans notre échantillon, c'est la Commune de Ngiri-Ngiri avec 2%.

Tableau 4. Répartition des participants selon leur tranche d'âges

Tranches d'âges	ni	%
18 à 27 ans	25	21
28 à 37 ans	28	23
38 à 47 ans	30	25
48 à 57 ans	22	18
58 ans et plus	15	13
Total	120	100

Ce tableau montre que pour un échantillon de 120 participants, 21% appartiennent à la tranche d'âges de 18 à 27 ans, 28 à 37 ans 23%, 38 à 47 ans 25%, 48 à 57 ans 18% et enfin, 58 ans et plus 13%.

Résultats

Question n°1 : La dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et la société civile favorise-t-elle le développement de la RDC ? Si non, quels en sont les causes ?

Tableau 5. Ethiques des acteurs ciblés et le développement de la RDC

Ethiques	ni	%
Oui	10	08
Un peu	20	17
Non	90	75
Total	120	100

Il ressort de ce tableau que la majorité des participants (75%) a donné la réponse selon laquelle la dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et la société civile ne favorise pas le développement de la République démocratique du Congo. Cette réponse est suivie par celle qui considère que cette dynamique favorise un peu le développement de ce pays et qu'une infime minorité à la hauteur de 08% a répondu par l'affirmatif.

Tableau 6. Causes ciblées par les participants

Réponses	ni	%
La corruption	30	25
Le népotisme	20	17
Le clientélisme	24	20
Le tribalisme	16	13
La pauvreté	18	15
L'amateurisme	12	10
Total	120	100

Les données contenues dans ce tableau indiquent que pour les participants les causes de l'échec de la dynamique interactionnelle entre les dirigeants politiques et les acteurs de la société civile pour le développement de la République démocratique du Congo sont relatives à la corruption (25%), au clientélisme (20%), au népotisme (17%), à la pauvreté (15%), au tribalisme (13%), et à l'amateurisme.

Question n°3 : Qu'elles en sont les conséquences?

Tableau 7. Conséquences relevées

Réponses	ni	%
La consolidation du pouvoir autocratique au sommet de l'Etat	50	42
La paupérisation à outrance de la population	70	58
Total	120	100

Ce tableau montre que bon nombre des participants (58%) ont estimé que l'échec de la dynamique interactionnelle entre les dirigeants politiques et les acteurs de la société civile pour le développement de la République démocratique du Congo a entraîné comme conséquence principale la paupérisation à outrance de la population. D'autres sujets (42%) ont pointé d'un doigt accusateur la consolidation du pouvoir autocratique au sommet de l'Etat comme conséquence déterminante.

Question n°4 : Que faut-il entreprendre pour que cette dynamique interactionnelle entre ces deux acteurs soit réellement au service du développement de ce pays au cœur de l'Afrique ?

Tableau 8. Solutions envisagées

Solutions	ni	%
Auto-financement des structures de la société civile	58	48
Il faudra que la société civile garde son apolitisme en tout point de vue pour servir de garde-fou des actions des dirigeants politiques.	62	52
Total	120	100

Il se dégage de ce tableau que pour bon nombre des sujets (52%) la dynamique interactionnelle entre l'éthique des dirigeants politiques et les acteurs de la société civile ne peut occasionner le développement de la République démocratique du Congo que grâce à l'apolitisme de la société civile en tout point de vue, c'est-à-dire, ils ne peuvent porter aucune couleur politique dans leurs discours et prises de position. En revanche, 48% des sujets ont plutôt opté pour l'autofinancement des structures de la société civile congolaise.

Discussion

Il s'agit ici d'un travail d'analyse et d'interprétation des données collectées sur terrain. L'interprétation, comme notent Shomba et Kuyunsa (1996 :256), est une opération

intellectuelle qui consiste à analyser et à décortiquer les données brutes récoltées en vue d'en appréhender la signification, le sens, les liens réciproques, les causes et les conséquences. Ainsi, il y a lieu de considérer que l'explication ou encore l'interprétation de cette réalité se retrouve dans l'interpénétration de quatre sous systèmes sociaux, c'est-à-dire, les relations réciproques entre le système politique, économique, juridique et culturel.

Cela étant, point n'est besoin de rappeler les rôles combien importants de la société civile dans un Etat. La société civile désigne toutes les formes d'action sociale menées par des individus ou des groupes n'émanant pas des autorités publiques et qui ne sont pas dirigées par celles-ci. Une organisation de la société civile est une structure organisationnelle dont les membres servent l'intérêt général au moyen d'un processus démocratique et jouent un rôle de médiateur entre les pouvoirs publics et les citoyens.

L'article 15 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (2016) reconnaît l'importance de la participation de la société civile à la bonne gouvernance de l'Union européenne (UE). L'article 11 du traité sur l'Union européenne souligne la nécessité d'un dialogue ouvert, transparent et régulier de l'UE avec les organisations de la société civile, par exemple lors de la préparation des propositions législatives. Ces organisations peuvent être:

- des partenaires sociaux (syndicats et groupes d'employeurs) ;
- des organisations non gouvernementales (par exemple dans les domaines de la protection de l'environnement et des consommateurs) ;
- des organisations de base (comme des mouvements de jeunesse et des associations familiales).

En République démocratique du Congo, le sous-système politique développant une éthique aux antipodes des prescrits universels de la gestion positive des affaires publiques, achète la conscience des acteurs de la société civile à travers la corruption, le clientélisme, le népotisme et autres anti valeurs, ce qui ne permet pas à leurs acteurs de dénoncer tout haut tous les abus constatés au sommet de l'Etat, par voie de conséquence, la paupérisation à outrance du souverain primaire, il en est de même de la consolidation du pouvoir totalitaire a un certain niveau de responsabilité.

Par ailleurs, s'agissant du sous-système économique, il y a lieu de noter que nombreuses sont les structures de la société civile congolaise qui sont en panne de financement pour leur fonctionnement. A ce titre, elles bénéficient de manière quasi pérenne du financement des acteurs politiques, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition. C'est pourquoi, nous assistons en République Démocratique du Congo de l'émergence de deux tendances de sociétés civiles, celle du pouvoir et celle de l'opposition. Devant ce cas de figures, il est difficile que les structures de la société civile congolaise contribuent efficacement au développement de la République.

La santé financière des organisations de la société civile (OSC) en République démocratique du Congo (RDC) constitue un sujet complexe qui mérite une analyse approfondie. Ces organisations jouent un rôle crucial dans le développement social, économique et politique du pays, mais elles rencontrent de nombreux défis financiers qui entravent leur efficacité.

Les OSC en RDC dépendent de diverses sources de financement, y compris les dons internationaux, les financements gouvernementaux, et les contributions locales. Cependant, la dépendance excessive aux financements étrangers peut compromettre leur autonomie. Les donateurs internationaux, souvent influencés par des agendas politiques, peuvent imposer des conditions qui ne correspondent pas toujours aux réalités locales.

La gestion financière au sein des OSC est un autre défi majeur. Beaucoup d'entre elles manquent de compétences en gestion budgétaire, ce qui peut mener à des gaspillages ou à une mauvaise allocation des ressources. La transparence et la reddition de comptes sont essentielles pour maintenir la confiance des donateurs et des communautés locales, mais elles ne sont pas toujours respectées.

Les conflits armés en RDC ont également un impact significatif sur la santé financière des OSC. Les violences perturbent non seulement leurs opérations, mais rendent également difficile l'accès aux financements. De plus, dans les zones de conflit, les besoins des populations sont accrus, ce qui met encore plus de pression sur les ressources limitées des OSC.

Pour améliorer leur santé financière, les OSC doivent diversifier leurs sources de financement. Cela inclut la recherche de partenariats avec le secteur privé, le développement de programmes d'autofinancement et la mise en place de campagnes de sensibilisation pour mobiliser des fonds au niveau local. La formation en gestion financière est également cruciale pour renforcer leurs capacités internes.

La santé financière des organisations de la société civile en République démocratique du Congo constitue un enjeu vital qui nécessite une attention particulière. Les défis sont nombreux, mais avec des stratégies adéquates et un environnement favorable, il est possible d'améliorer leur résilience et leur impact sur le développement du pays. La collaboration entre les OSC, les donateurs, et les gouvernements est essentielle pour bâtir un avenir durable et équitable pour la RDC.

Ci-après quelques exemples concrets de programmes d'autofinancement que les organisations de la société civile (OSC) peuvent mettre en œuvre :

Coopératives de Production

les OSC peuvent créer des coopératives qui regroupent des membres de la communauté pour produire et vendre des biens. Par exemple, une coopérative agricole pourrait cultiver des produits locaux et les vendre sur les marchés, générant ainsi des revenus pour l'organisation et ses membres.

Formations et Ateliers Payants : les OSC peuvent organiser des formations ou des ateliers sur des sujets spécifiques (comme la gestion financière, la santé, ou les compétences professionnelles) et facturer des frais d'inscription. Cela permet non seulement de générer des revenus, mais aussi de renforcer les compétences de la communauté.

Vente de Produits Artisanaux : Certaines OSC soutiennent des artisans locaux en les aidant à créer des produits artisanaux qu'ils peuvent vendre. L'OSC peut prendre une commission sur les ventes, ce qui lui permet de financer ses activités tout en aidant les artisans à accéder au marché.

Services de Consultation : les OSC ayant des compétences spécifiques peuvent offrir des services de consultation à d'autres organisations, entreprises ou gouvernementaux. Cela peut inclure des conseils sur la mise en œuvre de programmes de développement, la gestion de projets, ou la sensibilisation communautaire.

Événements de Collecte de Fonds : l'organisation d'événements tels que des concerts, des foires ou des marathons peut contribuer à collecter des fonds tout en sensibilisant le public aux causes de l'OSC. Les frais d'entrée et les dons collectés lors de l'événement peuvent constituer une source de revenus.

Partenariats avec le Secteur Privé : les OSC peuvent établir des partenariats avec des entreprises pour développer des programmes qui bénéficient à la fois à l'entreprise et à l'organisation. Par exemple, une entreprise pourrait sponsoriser un projet communautaire en échange de visibilité ou de reconnaissance.

Microcrédits et Microfinancement :

Certaines OSC peuvent offrir des services de microcrédit aux membres de la communauté pour les aider à démarrer ou à développer des petites entreprises. Les intérêts perçus sur ces prêts peuvent être réinvestis dans l'organisation.

Programmes de Mécénat et de Sponsoring

Des partenariats avec des entreprises qui souhaitent améliorer leur responsabilité sociale peuvent permettre aux OSC de recevoir des fonds en échange de visibilité dans les campagnes de l'entreprise ou lors d'événements. Ces approches d'autofinancement peuvent non seulement aider les OSC à devenir plus durables financièrement, mais aussi renforcer leur engagement avec la communauté et leur impact.

La société civile en RDC se caractérise par sa diversité et sa fragmentation. Elle regroupe des acteurs aux objectifs variés, allant de la défense des droits humains à la promotion de la bonne gouvernance, en passant par le développement économique et social. Cependant, cette pluralité est souvent mise à mal par des tentatives d'inféodation de la part des acteurs politiques. Les gouvernements successifs ont cherché à contrôler ou à coopter des organisations de la société civile afin de neutraliser toute menace potentielle à leur autorité. Par exemple, certaines ONG sont financées par l'État ou par des acteurs politiques, ce qui peut compromettre leur indépendance et leur capacité à critiquer les abus de pouvoir.

L'inféodation peut se manifester de plusieurs manières. D'une part, il y a la manipulation des ressources financières. Les acteurs politiques peuvent offrir des subventions ou des contrats à des ONG en échange de leur soutien ou de leur silence face à des pratiques répréhensibles. D'autre part, des campagnes de désinformation peuvent être orchestrées pour discréditer les organisations qui s'opposent au pouvoir en place, les présentant comme des agents étrangers ou des traîtres à la nation. Ces tactiques visent à isoler les voix dissidentes et à créer un climat de peur qui dissuade d'autres acteurs de s'engager dans l'activisme.

L'inféodation de la société civile a des conséquences néfastes sur la démocratie en RDC. En réduisant la capacité des organisations à agir de manière indépendante, elle affaiblit les mécanismes de contrôle et d'équilibre qui sont essentiels à une gouvernance

démocratique. Les citoyens se retrouvent ainsi privés de la représentation qu'ils méritent, et les voix des plus marginalisés sont souvent étouffées. Par conséquent, la confiance dans les institutions démocratiques diminue, alimentant un cycle de désillusion et de cynisme à l'égard de la politique.

Conclusion

L'éthique des dirigeants politiques de la République démocratique du Congo dans sa dynamique interactionnelle avec les structures de la société civile ne favorise pas l'émergence du processus du développement dans ce pays au cœur de l'Afrique à cause de sa tendance à l'inféodation de celle-ci à travers plusieurs mécanismes, entre autres : La corruption, le clientélisme, le népotisme, le tribalisme, ... A ce titre, la société civile congolaise est dépouillée d'une manière générale de ses moyens traditionnels pour être l'interface entre le pouvoir politique et les citoyens.

L'inféodation peut se manifester de plusieurs manières. D'une part, il y a la manipulation des ressources financières. Les acteurs politiques peuvent offrir des subventions ou des contrats à des ONG en échange de leur soutien ou de leur silence face à des pratiques répréhensibles. D'autre part, des campagnes de désinformation peuvent être orchestrées pour discréditer les organisations qui s'opposent au pouvoir en place, les présentant comme des agents étrangers ou des traîtres à la nation. Ces tactiques visent à isoler les voix dissidentes et à créer un climat de peur qui dissuade d'autres acteurs de s'engager dans l'activisme.

L'inféodation de la société civile a des conséquences néfastes sur la démocratie en RDC. En réduisant la capacité des organisations à agir de manière indépendante, elle affaiblit les mécanismes de contrôle et d'équilibre qui sont essentiels à une gouvernance démocratique. Les citoyens se retrouvent ainsi privés de la représentation qu'ils méritent, et les voix des plus marginalisés sont souvent étouffées. Par conséquent, la confiance dans les institutions démocratiques diminue, alimentant un cycle de désillusion et de cynisme à l'égard de la politique.

Ainsi, pour pallier à cette situation, il va falloir envisager l'auto-financement des structures de la société civile en vue de garder son apolitisme en tout point de vue pour servir de garde-fou des actions des dirigeants politiques, la création des coopératives de production, la formations et ateliers payants, la vente de produits artisanaux, les services de consultation, les événements de collecte de fonds, les partenariats avec le secteur privé, l'octroi de microcrédits et microfinancement et les programmes de mécénat et de sponsoring. Ce n'est qu'à ce titre que la société civile congolaise pourra retrouver son indépendance financière vis-à-vis du pouvoir politique et retrouver son efficacité pour accompagner efficacement la République Démocratique du Congo dans sa marche vers le développement.

Références

Ban Ki-Moon. 2010 ; *Une société civile dynamique est indispensable à la stabilité, à la réconciliation, à la démocratie et au respect des droits de l'homme*, Allocution, Kinshasa.

- Bouvier P. 2022 ; *Les obstacles sociologiques au développement du Congo*, éd. Persée, Bruxelles.
- D'hainaut L. 1980 ; *Des fins aux objectifs de l'éducation*, éd. Labor, <https://journals.openedition.org/civilisations/285>), Consulté le 19/12/2024 à 8 heures.
- https://www.lemondepolitique.fr/cours/sociologie/contemporains/_talcott_parsons.htm, consulté le 19/12/2024 à 12 heures.
- Muchielli R. 1972 ; *Méthodes de recherche en psychologie*, éd. PUF, Paris.
- Ontandipoulos A.P. et al. 1990 ; *Savoir préparer une recherche*, éd.P.U.M., Montréal.
- Shomba et Kuyunsa 1996 ; *Initiation aux méthodes de recherche en science sociales*, éd. PUZ, Kinshasa

SOMMAIRE DU N°102c supplément

Janvier – Mars 2025

- | | |
|--|----------|
| 01. Pratiques compromettantes sur l'utilisation des smartphones comparablement aux téléphones GSM | 1 – 17 |
| <i>Chrispain NKEBI MAZANZA</i> | |
| 02. Principes de base de mise en réseaux, d'architectures de conception et des méthodes de sécurité des infrastructures réseaux d'entreprises | 19 – 34 |
| <i>Chrispain NKEBI MAZANZA</i> | |
| 03. Apport du contrôle fiscal dans l'amélioration des recettes publiques à la Direction Générale des Impôts | 35 – 46 |
| <i>Alain TENDAY LUPUMBA</i> | |
| 04. Mobilisation des recettes non fiscales par la DGRAD Nord-Kivu dans un contexte de conflit armé : Performance et Prévision par l'approche de Box et Jenkins | 47 – 71 |
| <i>Timothée MUTIA KWABO et César BARAKA NYAMUROHA</i> | |
| 05. Regard sur la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles à la direction générale des douanes et accises (DGDA) | 73 – 80 |
| <i>Promis NZEYIMO KIALA</i> | |
| 06. Evaluation du niveau de confiance des agents de la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCPT) vis-à-vis de leur délégation syndicale | 81 – 96 |
| <i>Richard-Dieubéni DIANTETE MIEKUNTUALA, Pierre FUTILA KOLELE, Césus KAPENDE KABONGO, Esperance MBUYI MUKALA, Serge KOLOMANI KUSENDA, Lyly NGALULA MUSUBE</i> | |
| 07. Regard sur les leçons à tirer de la politique étrangère de la République Centrafricaine : sous la gestion de Faustin Archange TOUADERA, de 2016 à 2024. | 97 – 114 |
| <i>GBIASSANGO Marcelin Marlon</i> | |
| 08. Ethique politique et société civile : quelle dynamique interactionnelle pour le développement de la RdC ? | 115 –128 |
| <i>Emmanuel KALAMBA MIKEMU</i> | |

09. Numérisation face aux mœurs africaines	129 –140
<i>Junior MWABILA KALAMBO et Ivon SUEDE MUTUALE</i>	
10. Héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya (1991-1996)	141 –150
<i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>	
11. Compliment et blâme : Multifonctionnalité et complémentarité de deux actes de langage expressifs	151 –163
<i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>	
12. De l'orientation du compliment et du blâme dans l'acte énonciatif en français (décembre 2024)	165 –180
<i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>	
13. La prééminence de l'Église catholique sous le Président Mobutu : compromis ou affrontement ?	181 –192
<i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>	
14. Evaluation de différentes doses du bioinsecticides naturels à base de <i>Tetradenia riparia</i> L. sur la protection des grains de maïs (<i>Zea mays</i> L.) en stockage contre <i>Sitophilus zeamais</i> Mostchulsky.	193 –203
<i>NDJU ESSAHO Pene DJOLO James Hilaire; KAMUINA KAMUINA Célestin, MUTOMBO MUTOMBO Vincent, KALALA TSHIMBELA Emmanuel</i>	
15. Système de prise en charge sanitaire de MPOX dans les milieux ruraux congolais, Etude menée dans la zone de sante Rural de Kilunda à Kimpangi	205 –210
<i>André MUNYANEZA MUKULA, Joseph KAJABIKA CHIZA et Pierre NYANGI WABENGAKULA</i>	
16. Transport et commercialisation du bois d'œuvre exploité dans la périphérie à Kenge (RD Congo)	211 –225
<i>Joseph ZENGA KUBUISA-MBUNDU, Jean-Claude MASHINI DHI-MBITA, Alphonse MATAND TWILENG et René MPURU MAZEMBEBIAS</i>	
17. Etude de l'Efficiencie de la Production de la Pomme de terre dans les Hautes Terres du Territoire de Masisi au Nord-Kivu	227 - 248
<i>Viateur MUJOGO KANYAMUHANDA, Antoine MUMBA DJAMBA et GAKURU SEMACUMU Jean-Baptiste</i>	

- | | |
|--|-------------------------|
| <p>18. Droit de suffrage universel et démocratie
En République démocratique du Congo</p> | <p>249 - 265</p> |
| <p><i>Robert OSUBI KIWUTSI</i></p> | |
| <p>19. Focalisation et topicalisation en mosange,
langue bantou de la Saw-Moeko. C31C' ndolo</p> | <p>267 - 280</p> |
| <p><i>Richard ZELENGE SOMO</i></p> | |
| <p>20. Analyse des pratiques d'enseignement des littératures
dans les classes de français des écoles secondaires
de la ville de Bandundu : Etat des lieux et perspectives
didactiques</p> | <p>281 - 289</p> |
| <p><i>Albert BASELE KITOKO</i></p> | |